



## Political ecology

Gabrielle Bouleau, Baptiste Hautdidier

► **To cite this version:**

Gabrielle Bouleau, Baptiste Hautdidier. Political ecology. Dictionnaire critique de l'anthropocène, CNRS Éditions, 2020, 978-2-271-12427-2. hal-03224955

**HAL Id: hal-03224955**

**<https://hal.inrae.fr/hal-03224955>**

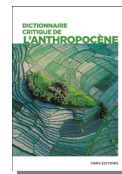
Submitted on 12 May 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Political ecology

Gabrielle Bouleau et Baptiste Hautdidier



Entrée du *Dictionnaire critique de l'anthropocène*. pp.654-656  
Collectif Cynorhodon (eds.) 2020, CNRS éditions. ISBN : 978-2-271-12427-2  
Version auteurs (V2 du 19/07/2018)

La *political ecology* est un courant de recherche en sciences sociales qui étudie les relations entre les groupes sociaux et leur environnement. Elle s'est largement développée à la fin des années 1980, sous l'impulsion d'anthropologues et géographes critiques anglo-américains, qui souhaitaient remettre en cause les analyses dominantes liant les dégradations environnementales – en particulier l'érosion des sols- et la pauvreté aux pratiques des populations rurales qui en étaient les victimes, considérées comme inadaptées à leur contexte. Les premiers auteurs qui ont revendiqué le terme de *political ecology* (par exemple Watts, 1983) souhaitaient attirer l'attention sur les relations de pouvoir et les instrumentalisation qui se jouent dans l'utilisation des ressources naturelles. Ils ont mobilisé des approches d'écologie culturelle et d'économie politique pour montrer comment les pratiques locales étaient contraintes par des politiques inégalitaires (expropriation au profit d'une minorité, déni de droits à certaines catégories sociales, marchandisation des biens de subsistance, ...) décidées à des échelles englobantes. Cette première vague de travaux est marquée par une épistémologie structuraliste, considérant notamment les conditions matérielles et institutionnelles d'accès aux ressources comme des variables déterminantes dans la reproduction des inégalités.

Malgré ces premières analyses, la logique consistant à blâmer les victimes des changements environnementaux est restée très prégnante dans l'espace public international et sa persistance a suscité de nouvelles questions. Dans les années 2000, sous l'influence des études féministes et postcoloniales, la *political ecology* a élargi son questionnement, initialement centré sur les pratiques, en s'intéressant davantage aux représentations et aux idéologies véhiculées dans les discours, notamment ceux qui font autorité dans le domaine scientifique pour qualifier les évolutions écologiques et identifier leurs causes (Forsyth, 2003). Cette deuxième vague de travaux est d'épistémologie constructiviste, dans le sens où elle cherche à retracer l'origine et les usages politiques de notions telles que la nature sauvage (*wilderness*), la forêt vierge, l'état de référence (*pristine state*), l'eau (au singulier), l'abondance ou la pénurie des ressources, etc. Elle aborde les institutions et les infrastructures non pas comme des variables explicatives déterministes, mais comme des enjeux de lutte dont l'issue est toujours contingente, spatialement et historiquement située. Ces travaux mobilisent des thèses classiques sur les formes de résistance (Michel Foucault, Antonio Gramsci, James Scott, Edward Palmer Thomson) pour comprendre les marges de manœuvre des acteurs. Il s'agit aussi d'une démarche sociologique plus compréhensive, dans la mesure où elle s'attache à restituer le sens qu'ont les réalités environnementales pour les individus. Celles-ci sont appréhendées comme des socio-natures, c'est-à-dire le produit d'interactions pratiques et discursives entre plusieurs groupes sociaux et l'environnement matériel.

La *political ecology* porte une attention particulière à la production lexicale et l'utilisation morale qui peut être faite des mots pour produire des normes et gouverner des pratiques concernant l'environnement. Ce courant de recherche a produit un corpus considérable d'études empiriques qui documentent la manière dont certaines réalités sont rendues visibles ou invisibles par le jeu de la catégorisation, célébrées ou stigmatisées selon le récit qui leur est associé. En variant les points de vue, les échelles et les temporalités, ces analyses restituent la pluralité des catégories que les individus perçoivent dans l'environnement et que les discontinuités physiques ne suffisent pas à expliquer. Le souci de replacer les représentations sociales de l'environnement dans leur contexte d'énonciation a souvent rendu les *political ecologists* réticents vis-à-vis de l'usage de variables décontextualisées permettant de produire un diagnostic plus général. Plutôt que d'établir des comparaisons terme à terme portant sur des critères standards, ils ont préféré suivre les circulations entre terrains de socio-natures et de discours singuliers (Goldman et al., 2011). L'impossibilité de dégager des processus génériques à partir de ce foisonnement d'études de cas est une faiblesse souvent pointée par les détracteurs de la *political ecology*.

Pour de nombreux auteurs, le champ se caractérise sans doute plus par une manière de faire la recherche - et surtout de l'écrire (en problématisant les objets d'étude plutôt qu'en faisant des recommandations) - que par une théorie unifiée. La *political ecology* s'est néanmoins assuré un succès académique durable dans les sciences environnementales anglophones, contribuant notamment à y redessiner les contours de la géographie de l'environnement. Depuis que le groupe thématique « *cultural ecology* » de l'association des géographes américains a ainsi souhaité s'adjoindre un « *and political* » en 2002, le nombre des sessions parrainées par le groupe lors des conférences annuelles AAG a grimpé régulièrement, passant de 40 à 174 en 2017. Cette pérennité pourrait sembler paradoxale. Les *political ecologists* s'allient fréquemment avec d'autres approches des sciences de l'environnement à qui ils empruntent largement outils et méthodes. Ce faisant, ils aboutissent fréquemment à en saper les diagnostics dominants, ce qui peut être une source notable de frustrations et d'incompréhensions pour les praticiens de ces champs connexes. Développant un parallèle avec la figure mythique du *trickster*, dont l'utilité intellectuelle réside précisément dans la malice et la dérision de l'ordre établi, Robbins (2015) défend la plus-value et la cohérence de ce positionnement : la *political ecology* permettrait en dépit de ses contradictions d'avancer une critique du cadrage des problèmes environnementaux tout en gardant une prise analytique sur les relations matérielles.

Dépassant le cercle anglo-américain des origines, le champ fait notamment l'objet d'une reconnaissance diffuse mais réelle dans plusieurs universités européennes. Entre autres mutations opérées à cette occasion, on peut y noter une porosité grandissante avec les arènes académiques et militantes liées à la justice environnementale et à la décroissance. La réception a été plus inégale en France, où les contours de l'écologie politique préexistante sont longtemps restés marqués par des spécificités supposées de la scène intellectuelle : exceptionnalisme et isolement linguistique, figure de l'intellectuel public, place prééminente de la philosophie et de la sociologie (Chartier & Rodary, 2015)... Ceci explique en grande partie pourquoi les efforts de courtage et de réappropriation vers l'espace francophone ont pour l'essentiel choisi de préserver le terme de *political ecology* (Gautier & Benjaminsen, 2012). La communauté de pratiques se revendiquant de l'écologie politique académique n'est pour autant pas restée insensible à ces approches, avec notamment plusieurs traductions dans la revue *Écologie & Politique*. Comme le soulignent Rodary & Chartier (2015), l'enjeu d'une mise en dialogue est de faire entendre les apports spécifiques des auteurs francophones, pour éviter une provincialisation de leurs recherches ou la tentation d'une affiliation tactique disciplinaire. Les contributions francophones à la géographie politique de l'environnement sont sensibles à ces deux risques.

L'intérêt de la *political ecology* pour aborder l'anthropocène est sa capacité à articuler les échelles sans présupposer que les dynamiques globales dominent les autres. Cette approche laisse à d'autres disciplines le soin d'établir un constat planétaire sur certaines variables environnementales (par ex. chimie de l'atmosphère et de l'océan), mais s'empresse de montrer les limites de cette pensée globale qui repose aussi sur des conventions et des classes d'équivalence qui favorisent certains au détriment d'autres. Elle est particulièrement vigilante à ce que les responsabilités politiques ne soient pas diluées dans la catégorie générique d'une humanité indifférenciée. Elle invite ainsi à repérer systématiquement les opérations de différenciation ou de montée en généralité qui se jouent dans la catégorisation des socio-natures et leur perception comme des motifs signifiants.

Chartier D., Rodary E., 2015, « Globalizing French *écologie politique*: a political necessity », pp. 547-560 In Bryant R. L. (dir.), *The International Handbook of Political Ecology*. Cheltenham: Edward Elgar.

Forsyth T., 2003, *Critical Political Ecology: The Politics of Environmental Science*. London, Routledge.

Gautier D., Benjaminsen T.A., (dir.) 2012, *Environnement, discours et pouvoir: l'approche 'Political ecology'*. Versailles, Quae.

Goldman M. J., Nadasdy P., Turner M. D., (dir.) 2011, *Knowing Nature: Conversations at the Intersection of Political Ecology and Science Studies*. Chicago, University of Chicago Press.

Robbins P., 2015, « The Trickster Science », pp. 89-101 In Perreault T., Bridge G., McCarthy J. (dir.), *The Routledge Handbook of Political Ecology*. Londres, Routledge.

Watts M., 1983, *Silent Violence: Food, Famine and Peasantry in Northern Nigeria*. Berkeley CA, University of California Press.